

**MAÎTRE D'OUVRAGE :**



3 rue Maurice Audin  
69518 VAULX EN VELIN CEDEX

**OPERATION :**

Réhabilitation / Restructuration du bâtiment T  
ENTPE  
3 rue Maurice Audin – 69120 VAULX EN VELIN



**CCTP**  
**ANNEXE – Traçabilité des déchets**  
**Lot 01 - DESAMANTAGE**

<u>Ind.</u>	<u>Date</u>	<u>Modification(s)</u>	<u>Rédacteur</u>	<u>Relecteur</u>	<u>Approbateur</u>
V0	23/01/2026	Création du document	JCA	EBA	EBA

## SOMMAIRE

1.	PREAMBULE .....	3
2.	DIAGNOSTIC PEMD.....	3
3.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE .....	4
4.	DOCUMENTATION – ETUDES D’EXECUTION.....	5
5.	LABELISATION - CERTIFICATION .....	5

## 1. PREAMBULE

La présente annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est relative aux travaux de gestion des déchets dans le cadre de la réhabilitation et restructuration du Bâtiment T au 3 rue Maurice Audin à Vaulx-en-Velin (69) sur le site de l'ENTPE.

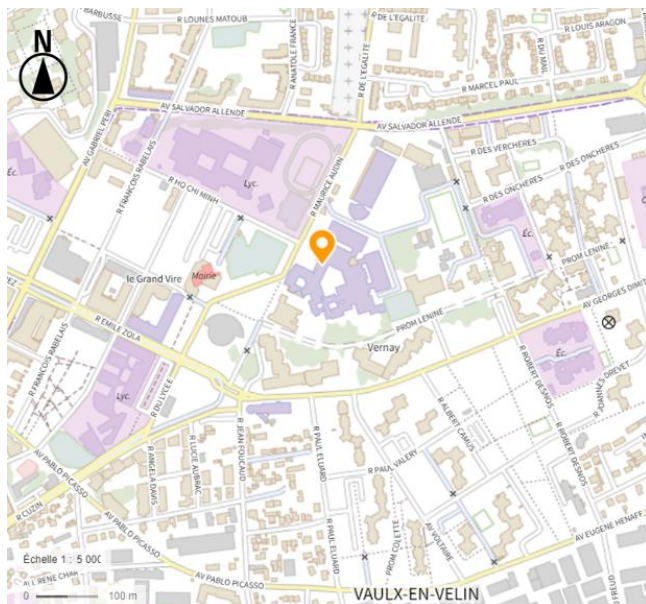


Figure 1 - Localisation du site (source Géoportail)

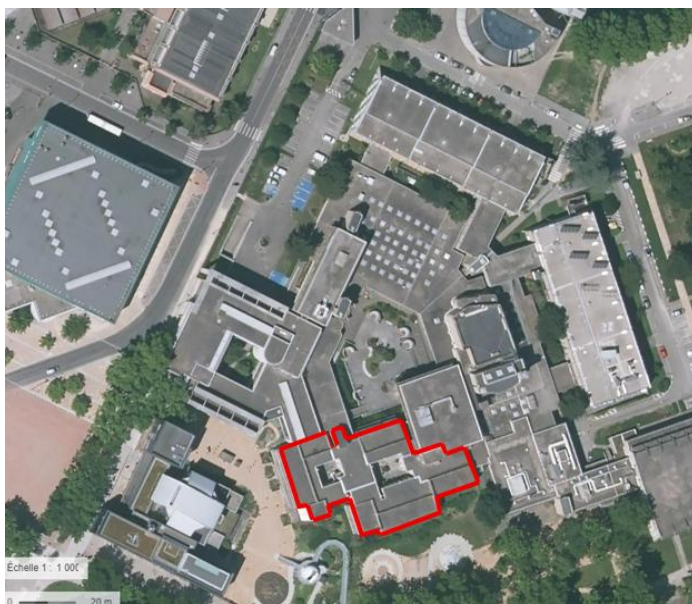


Figure 2 - Vue satellite (source Google Earth)

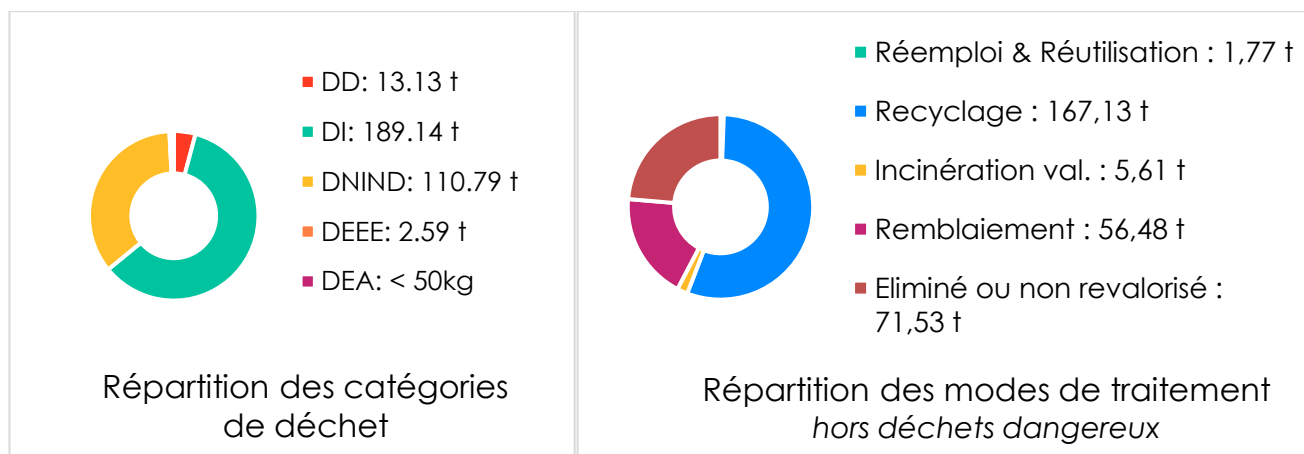
Les travaux de dépose sélective pour réemploi seront réalisés au démarrage des travaux du lot 02 - Curage et préalablement aux travaux de désamiantage et de curage.

L'entreprise se référera aux pièces générales du présent dossier de consultation dont le planning général joint en annexe.

## 2. DIAGNOSTIC PEMD

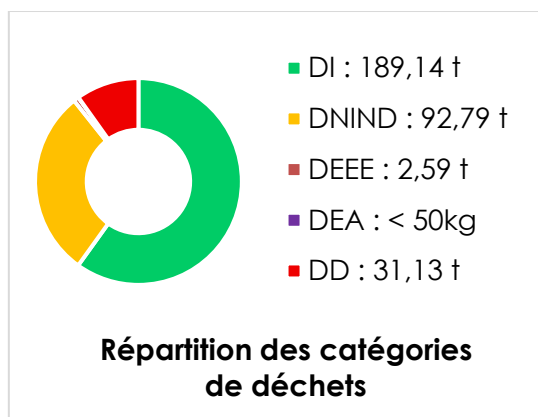
Le diagnostic PEMD a été réalisé par LEI sous la référence DG01-250013 en date du 17/07/2025.

La répartition des déchets par type et par traitement issue du Diagnostic PEMD est présentée ci-dessous pour un gisement total de ressources issues des travaux de curage et désamiantage de **315.65 tonnes** :



Ces répartitions prennent en compte une hypothèse de séparation des joints amiantés sur les menuiseries extérieures pour revaloriser les vitrages et les montants aluminium des menuiseries.

La répartition des déchets par type et par traitement mise à jour pour intégrer une évacuation de l'ensemble des menuiseries en déchets amiante sans séparation préalable des joints amiantés est présentée ci-dessous :



Le diagnostic PEMD n'intègre pas les éléments en toiture, dont les gravillons à déposer pour réemploi. Il a été établi en l'absence de repérage plomb avant travaux.

L'entrepreneur reste responsable de la vérification des quantités communiquées dans le présent CCTP dans le cadre de l'établissement de son offre forfaitaire.

Durant la phase de préparation de chantier, l'entreprise :

- Fournira une évaluation des quantités de matériaux par catégorie de déchets.
- Etablira un SOGED déclinant précisément la méthodologie envisagée pour la réalisation du tri, et les moyens de contrôle mis en œuvre pour garantir l'atteinte des objectifs en matière de valorisation des déchets.

### 3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Les entrepreneurs sont tenus de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à la réalisation des travaux ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux de démolition, tri et recyclage des déchets et désamiantage.

Les textes de base indiqués ne présentent pas de caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux textes applicables pour ce type d'intervention. Si, en cours de travaux, de nouveaux règlements sont adoptés, les entrepreneurs sont tenus d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre et vice-versa.

Liste des principaux textes, liste non exhaustive :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, complétant et modifiant la loi du 15 juillet 1975. Les modalités d'application sont les suivantes : à compter du 1er juillet 2002, les installations d'éliminations des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes (déchets non susceptibles d'être valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment). Le stockage sera la dernière alternative envisageable afin d'éliminer un déchet,
- Décret n° 94-609 du 3 juillet 1994, relatif aux déchets d'emballage industriels et commerciaux ; ce décret impose aux entreprises comme seul mode d'élimination pour leurs emballages la valorisation par réemploi, recyclage, ou toute autre action visant à obtenir des matériaux

réutilisables ou de l'énergie. Ceci ne concerne pas les emballages souillés par des produits dangereux qui appartiennent alors à la catégorie des DIS (déchets industriels spéciaux),

- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets,
- Décret n°2021 du 16 juillet 2021 mis en place par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (Agec) de février 2020
- Ordonnancement de codification n°2000-914 du septembre 2000,
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002, relatif à la classification des déchets,
- Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux,

## 4. DOCUMENTATION – ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution et méthodes liées à la gestion des déchets sont à la charge de l'entreprise. Pour la réalisation de ses études l'entreprise devra s'appuyer sur les documents qui lui sont remis en annexe du dossier de consultation.

Les documents suivants sont à produire par l'entreprise. Les prix remis par l'entreprise comprennent toutes les suggestions nécessaires à leur préparation et à leur diffusion.

Le SOGED à produire par les entreprises comprendra notamment :

- Modalités de déconstruction des bâtiments, dépose des matériaux et les méthodes employées pour gérer les déchets.
- Organisation de la gestion des déchets sur le site et l'implantation des différents points déstockage et de tri (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations, etc.) après analyse des contraintes du site et des possibilités de stockage et de tri sur le chantier.
- Identification des centres de recyclage, de valorisation, et ou de stockage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de recyclage, de valorisation ou de stockage.
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- Organisation et moyens humains (désignation d'un responsable déchets, sensibilisation du personnel...) mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets ainsi que les modalités d'information et de formation du personnel devant intervenir sur le site.

## 5. LABELISATION - CERTIFICATION

Le Maître d'Ouvrage est engagé dans une démarche de labélisation du projet, via le label 2EC – Engagement Economie Circulaire.

A cet effet, le titulaire fournira à la Maîtrise d'œuvre l'ensemble des informations relatives à la traçabilité des matériaux issus des travaux.



Il s'agit de :

- La traçabilité des déchets et suivi du réemploi :
  - La réalisation, l'émission, le renseignement et la récupération des bordereaux de suivi des déchets pour la totalité des déchets de conception non dangereux et non dangereux inertes du projet.
  - L'émission, le renseignement et la récupération des bordereaux de suivi pour la totalité des déchets de conception dangereux conformément aux Cerfa accessibles sur le site [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr).
  - Le renseignement du registre chronologique des déchets sortants du chantier : Lot, nature, quantité, transporteur, destination intermédiaire (transit ou traitement), destination finale.
  - Le renseignement du registre chronologique des matériaux réemployés : Nature, quantité, localisation au sein de l'ouvrage.
  - Les autorisations préfectorales des transporteurs et des centres de traitement/exutoires sous 7 jours maximum sur demande de la Maitrise d'Ouvrage ou Maitrise d'œuvre.



- La remise dans le mois suivant la réception de chaque phase de travaux du dossier de recollement comprenant :
  - La nature des déchets, les quantités réemployées, valorisées, éliminées,
  - Les types de filière de valorisation et d'élimination, leurs localisations, ainsi que leurs autorisations administratives d'acceptation de déchets,
  - La totalité des documents de traçabilité, le registre chronologique complété.

\*\*\*\*\*